



BULLETIN D'INFORMATION DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES EN UNION DES COMORES

AOÛT - SEPTEMBRE 2022



Y lang Info



i les Comores sont connues sous le nom des îles aux parfums, la fleur d'ylang-ylang n'y est pas pour rien. Dans cet archipel de 800.000 habitants, baigné dans l'océan Indien, cette fleur à la senteur embaumante a longtemps été une source de revenue pour une partie de la population, en particulier les femmes, et un des principaux produits d'exportation du pays. Son exploitation artisanale, notamment par une distillation à base de bois de chauffe, interpelle sur l'équilibre que l'homme doit maintenir avec la nature.

À l'ère du développement durable, et à un moment où les peuples puisent dans leur culture et leur authenticité l'essence pour bâtir un développement pérenne, la fleur d'ylang reste tout un symbole pour les Comores. Elle est en effet, une aspiration à la prospérité, et nous invite en même temps à réfléchir à la protection des écosystèmes, et donc de la planète. Elle fait partie du patrimoine

culturel de tout un peuple, qui fait de la cohésion sociale et de la paix, un de ses principaux atouts.

Ylang info, est aussi le titre du bulletin d'information mensuel du Système des Nations Unies en Union des Comores, en hommage au patrimoine culturelcomorien, et en subtil rappel du lien harmonieux que doit maintenir l'homme avec la nature.

Dans notre volonté de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable aux Comores, cet outil d'information constitue une passerelle avec le grand public, ainsi que les partenaires pour la diffusion des informations relatives aux actions des différentes agences du système des Nations Unies en Union des Comores, en appui au Gouvernement comorien et pour ne laisser personne de côté.

Ce bulletin d'information est publié par le Bureau du Coordonnateur résident pour le compte du système des Nations Unies aux Comores. Il a été produit par le Groupe de communication des Nations Unies (UNCG) dans le cadre du mécanisme « Unis dans l'action » qui regroupe tous les responsables de la communication des agences, fonds et programme des Nations Unies aux Comores.

Pour toute demande d'information, contactez : Bureau du Coordonateur résident Maison des Nations Unies, Hamramba Moroni BP - 648 - Union des Comores

Email: ramatoulaye.moussamazou@un.org

Photo de couverture : ©UNICEF Comores/ Julie Pudlowski







Équipe de pays des Nations Unies aux Comores













Département des affaires économiques et sociales

































Edito

Des solutions transformatrices face à des défis intriqués

otre monde est au plus mal. Les clivages s'accentuent. Les inégalités se creusent. Les difficultés s'étendent.» le Secrétaire général de l'ONU, Antònio Guterres introduit le

débat de haut niveau de la 77^{ème} Assemblée générale des Nations Unies avec ces propos. Nous sommes le 20 septembre, et les dirigeants du monde sont réunis à New York pour le plus grand rendez-vous annuel des nations.

Le thème de cette année qui plante le décor: « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués », est dicté par la nécessité de reconnaître les causes communes des crises telles que la pandémie de COVID-19, les changements climatiques et les conflits, et donc de se concentrer sur des solutions permettant de construire un monde plus durable et plus résilient. Les crises mondiales perdurent. Les domaines de l'éducation, l'alimentation, la santé, les changements climatiques, et les inégalités, et bien plus encore sont concernés. Peu importe le type de crise, elles ont des impacts spécifiques et disproportionnés sur les populations vulnérables, et les petits États insulaires comme les Comores. Face à l'espoir, nous avons besoin d'action. Face à un monde en pleine reconstruction après la pandémie de COVID-19, nous avons besoin de solutions transformatrices, durables et résilientes.

Nous sommes désormais dans une dynamique post-COVID. En tant que partenaires au développement, nous devons accompagner et soutenir les initiatives durables et résilientes afin de faire face aux crises, et non d'en subir les conséquences. Au mois d'aout 2022, les Comores entamaient le processus de préparation au Sommet sur la transformation de l'éducation qui s'est tenu à New York la même semaine que l'Assemblée générale. Cet exercice a permis au pays de créer un cadre de travail sur les domaines prioritaires à renforcer pour sortir de la crise de

l'éducation déclenchée par le passage du cyclone Kenneth en 2019, et accentué par la pandémie de COVID-19. Je n'ai nul doute que les engagements pris par le pays permettront de rattraper les centaines d'heures d'enseignement perdues.

Néanmoins, et le Chef de l'ONU nous le rappelle, la réussite de ces efforts est basée sur la création de « mécanismes de dialogue et de médiation pour apaiser les divisions » en faisant de « la prévention des conflits et de la consolidation de la paix une priorité ». Aucun effort de développement ne peut porter des fruits dans la paix et la cohésion sociale. Quant aux femmes, leur participation et leur leadership aux efforts de développement doivent « doivent être une préoccupation de premier plan. » Nous le voyons, l'inégalité des genres détériore les condition de vie des femmes, et des familles.



François Batalingaya Coordonnateur résident Système des Nations Unies en Union des Comores

SOMMAIRE





6 ACTUALITÉS

- Le chef de l'ONU appelle à la solidarité mondiale en faveur de « l'école du 21ème siècle » (page 6)
- Le Forum des partenaires au développement $\overline{p_{age\ 12}}$ se penche sur la résilience et la relance post-

COVID (page 8)

- Un programme pour la création
 d'opportunités économiques et d'emploi
 dans le secteur de la pêche (page 10)
- À la découverte du lac Boundouni par Mme Rahamta Siradji (page 11)
- -Aux Comores, Dubaï cares à travers l'UNICEF soutient l'enseignement préscolaire (page 12)
- Violée à 13 ans, Mariama, devenue précocement mère se bat pour finir sa scolarité (page 13)
- Une grande progression vers l'élimination de la lèpre aux Comores (page 16)

18 KARIBU 20 #SAVE THE DATES





Actualités Sommet sur la transformation de l'Éducation

Le chef de l'ONU appelle à la solidarité mondiale en faveur de « l'école du 21ème siècle »

Par UN News et Bureau du Coordonnateur Résident

Au dernier jour du Sommet sur la transformation de l'éducation, lundi, António Guterres a promu une transformation, plus qu'une simple réforme, d'un système éducatif qui « aggrave les inégalités au lieu de nous rassembler », préconisant une éducation de qualité accessible à tous, prodiguée tout au long de la vie et adaptée aux besoins de la société et du travail au 21éme siècle.



ncourageant une refonte de la formation des enseignants et des efforts contre la fracture numérique, il a appelé à la solidarité mondiale dans le financement prioritaire de l'éducation grâce à l'appui des institutions financières.

« Je me considère comme un étudiant à vie », a confié le Secrétaire général de l'ONU, aux étudiants, enseignants et à tous les participants du Sommet sur la transformation de l'éducation, qui a débuté vendredi 16 septembre au siège des Nations Unies à New York, avant de rappeler, comme une autre touche personnelle à son discours, la grande source d'inspiration qu'a représenté son activité passée d'enseignant.

« Chaque personne ici présente sait que l'éducation transforme les vies, les économies et les sociétés », a déclaré le chef de l'ONU, « mais nous savons qu'il nous faut transformer l'éducation car elle traverse une crise profonde ».

Un système éducatif à deux vitesses

Rappelant les derniers chiffres publiés par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), qui constate que 70% des enfants de 10 ans dans les pays pauvres sont incapables de lire un texte élémentaire, António Guterres a critiqué un système éducatif à deux vitesses qui, même dans les pays développés, creuse les inégalités au lieu de les réduire et perpétue ce fossé de génération en génération, offrant aux plus favorisés les meilleures ressources éducatives et donc les meilleurs emplois tandis que les pauvres, et en particulier les filles, se heurtent à des obstacles pour obtenir les qualifications qui pourraient changer leurs vies.

L'effet dévastateur de la pandémie de Covid-19 sur l'apprentissage dans le monde entier n'a fait qu'aggraver les failles préexistantes des systèmes éducatifs, desservis par leurs programmes scolaires obsolètes, par un corps enseignant sous payé et déconsidéré, par une fracture numérique qui pénalise les élèves les plus démunis.

Mais il n'est plus possible, pour résoudre ces carences, de se contenter d'activer ou de seulement améliorer les méthodes actuelles, a-t-il constaté, préconisant plutôt leur transformation par une nouvelle conception de l'éducation appropriée au 21eme siècle : un enseignement de qualité prodigué tout au long de la vie, qui doit s'adapter à l'évolution rapide du travail et offrir les bases de l'apprentissage comme la lecture, l'écriture et les mathématiques, mais aussi des compétences scientifiques, numériques, sociales et émotionnelles.

Consultations nationales aux Comores

L'Union des Comores fait face à plusieurs défis dans le domaine de l'éducation. En plus des effets néfastes de la COVID-19, le pays a connu le passage du cyclone Kenneth en Avril 2019, impactant fortement le système éducatif. En deux années scolaires successives, au moins vingt-quatre semaines de cours, soit six cents heures d'enseignement ont été perdues.

En amont de Sommet, un processus préparatoire ciblé, intensif et inclusif a été ainsi entrepris en au niveau mondial en 2022. À l'instar de 100 autres pays, les Comores ont mené des consultations nationales, avec l'appui du Système des Nations Unies aux Comores, afin de développer une vision et une volonté communes, et de coordonner l'action entre les différents groupes d'acteurs dans l'optique de transformer l'éducation.

Pour les Comores, ces consultations ont permis d'échanger davantage sur les leviers clés de la transformation de l'éducation dont : le rétablissement complet de l'éducation après l'interruption causée par la COVID-19; l'identification des principales transformations stratégiques et leviers pour réinventer l'éducation du 21ème siècle et accélérer les progrès vers les ODD; la révision de la portée des objectifs et des indicateurs de référence nationaux de l'éducation, et la garantie du financement public plus important et durable de l'éducation. Une approche qui répond aux 5 pistes d'action thématiques établies au niveau mondial et qui requièrent une attention et une action accrues : (1) Écoles inclusives, équitables, sûres et saines ; (2) Enseignants, enseignement et profession enseignante; (3) Apprentissage et compétences pour vivre, travailler et promouvoir un développement durable; (4) Apprentissage et transformation numériques ; et (5) Financement de l'éducation.

La présence des Comores à ce sommet a permis d'aborder des pistes d'actions thématiques qui permettront aux pays d'identifier les domaines nécessitant une attention accrue. Des domaines qui ont le potentiel d'accélérer les progrès de l'éducation dans le cadre de l'Agenda 2030 de l'ONU et 2063 de l'Union africaine. Par ailleurs, en plus du Sommet sur la Transformation de l'Éducation, les Comores ont également participé à un évènement parallèle « Transformer l'Éducation en Afrique » coorganisé par l'Union africaine, l'Unicef, l'Unesco et le



PAM au cours duquel le Président de l'Union S.E.M Azali Assoumani Le président des Comores a présidé le panel sur les « Solutions innovantes et évolutives à la crise de l'apprentissage en Afrique, y compris la numérisation et la gestion des données pour l'éducation ».

Cinq priorités

Cette transformation requiert, à ses yeux, des priorités. En premier lieu, celle d'assurer l'égalité d'accès à l'éducation. « Les écoles doivent être ouvertes à tous les enfants, sans discrimination aucune », a déclaré le Secrétaire général.

Ensuite, résoudre la pénurie mondiale d'enseignants et améliorer leur formation pour qu'ils s'érigent en « facilitateurs » du savoir capables d'apprendre à apprendre plutôt que de se contenter de transmettre des connaissances toutes faites. Les écoles doivent aussi rester des espaces sûrs et propices à l'épanouissement, libres de violences, de stigmatisation, et de harcèlement et les systèmes éducatifs doivent « promouvoir la santé physique et mentale, autant que sexuelle et reproductive », des élèves.

Quant au financement de cette transformation, elle exige selon lui « un élan de solidarité mondiale ». Le chef de l'ONU, qui demande aux gouvernements d'accorder leur priorité au financement de l'éducation, encourage les partenaires de développement à annuler les réductions d'aides et à consacrer à l'éducation au moins 15% de l'aide publique au développement. Enfin, il invite les institutions financières internationales à promouvoir l'objectif de qualité de l'enseignement pour tous dans les pays en développement, en tirant parti de la facilité internationale de financement pour l'éducation qui vise à mobiliser 10 milliards de dollars pour aider 700 millions d'enfants à bénéficier d'un enseignement de qualité.

Actualités Coopération internationale

Le Forum des partenaires au développement se penche sur la résilience et la relance post-Covid

Par Anzaouir Ben Alioiou- Bureau du Coordonnateur Résident



e Forum des Partenaires au Développement (FPaD)* de l'Union des Comores a tenu sa réunion trimestrielle le 7 septembre 2022 co-présidé par l'Ambassadeur des Émirats Arabes Unis, S.E. Saeed Mohammed Murshid Al Meqbali, et le Coordonnateur résident du Système des Nations Unis, M. François Batalingaya, avec la participation du Directeur Général de la Coopération Internationale du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, chargé de la Diaspora.

L'agenda s'est focalisé sur le travail et l'appui fournis pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) à travers la mise en œuvre des projets nationaux de développement socio-économique. Les membres du Forum ont fait un tour d'horizon sur les principales activités réalisées depuis la dernière réunion. Cet exercice permet de partager l'information entre partenaires et faciliter le développement de synergies. Dans leurs interventions, les leads des quatre Groupes Thématiques de Dialogues (Planète, Peuple, Paix et Prospérité) ont fait le point sur leurs travaux notamment en termes de structuration et de coordination.

Le Forum s'est également penché sur l'organisation prochaine par le gouvernement comorien d'un évènement



de haut niveau des partenaires au développement pour faire un suivi de la Conférence des partenaires au développement (CPAD) qui s'est tenue à Paris en décembre 2019 sur le financement et l'appui du Plan Comores Émergent 2030 (PCE 2030). A cet effet, il a été présenté au Forum l'état d'évolution de l'élaboration du plan de relance post-COVID. Le Forum a manifesté son intérêt à accompagner la finalisation et la mise en œuvre de ce plan en insistant sur l'urgence d'avoir un plan le plus réaliste possible, doté d'un cadre de résultats et d'une gouvernance facilitant l'absorption des ressources mobilisées.

Le Forum a eu droit à une séance d'information et

© Ambassade des Émirates Arabes Unis

ylang info ac août - septembre 2022 - 9

d'échanges sur la préparation et la réponse à une éventuelle éruption du volcan Karthala ayant conduit au déclanchement de l'alerte jaune émise par le gouvernement comorien. Animé par un expert de l'Observatoire Volcanologique du Karthala (OVK), les échanges ont porté sur l'état de l'activité sismique, la probabilité des coulées et les principaux scénarios possibles pour mieux planifier la réponse. Le Forum a manifesté sa disponibilité a soutenir le gouvernement comorien à mieux préparer la réponse face à une éventuelle éruption du Karthala.

Les membres du FPAD ont réaffirmé leur engagement de continuer à promouvoir le développement durable des Comores tel qu'exprimé dans le Plan Comores Émergent (PCE), de manière intégrée, consultative et coordonnée avec le gouvernement et toutes les parties prenantes non gouvernementales.

Le Forum des partenaires au développement (FPAD) a décidé de se réunir avant la tenue de l'événement de haut niveau de novembre 2022 afin d'articuler les moyens par lesquels les membres pourraient soutenir les priorités nationales de développement lors de la conférence de novembre.

Actualités Économie bleue

Un programme pour la création d'opportunités économiques et d'emploi dans le secteur de la pêche

Par Mohamed Abdoul Hamid - OIT

e projet DEBC: «
Développement de
l'Economie Bleue aux Comores »
de l'OIT, en partenariat avec
l'Ecole Nationale de Pêche et de
la Marine Marchande
(ENPMM), mettent en œuvre du
10 septembre au 04 octobre
2022, des sessions de formation
des communautés des pêcheurs
sur les techniques de
conservation et de
transformation à valeur ajoutée
des produits de la pêche, à savoir

Organisation Organisation internationals internationals du Travail

le Salage-Séchage et le Fumage, qui visent à soutenir le lancement et le développement des coopératives pour créer des opportunités économiques et d'emplois décents pour les jeunes et les femmes à travers le développement de secteurs clés de l'économie bleue, dont la pêche.

Les 60 bénéficiaires des formations sont sélectionnés parmi les membres des associations des pêcheurs de trois zones d'intervention ayant mis en place un programme de cogestion des ressources halieutiques : Moya (Anjouan), Malé Mbadjini (Grande-Comores) et Barakani (Mohéli).

L'objectif principal est de créer un écosystème entrepreneurial durable qui favorisera l'évolution rapide de l'économie bleue et l'augmentation des opportunités d'exportation des produits à plus forte valeur ajoutée, qui vont contribuer à la création d'emplois décents pour les jeunes et les femmes dans le secteur pêche.

De manière plus spécifique, l'ENPMM, engagé par le projet DEBC, mène des sessions de formation sur les 3

îles sur le traitement du poisson et règles d'hygiène, le salage, le séchage, et le fumage à froid et à chaud.

En plus de la formation sur les techniques de conservation et de transformation des produits halieutiques, trois recettes à base de poisson sont proposées en apprentissage aux bénéficiaires en complément à la formation dont : les boulette de poisson, la pâte de poisson et le poisson pané.

Le projet DEBC accompagnera les bénéficiaires, une fois formés, aux techniques de conservation et de transformation des produits halieutiques sur la création et la gestion de coopératives en utilisant les outils Think.COOP et Start.COOP de l'OIT. La fourniture de matériels pour les activités de transformation et d'emballage des produits fumés et séchés pour la commercialisation sera également de mise. Enfin, le projet mettra en place d'une plateforme d'échange et de partage pour faciliter l'accès au marché de la pêche.

À la découverte du lac Boundouni par Mme Rahamta Siradji

Par Nasser Youssouf - PNUD

itué dans la partie de l'extrême Est de l'île de Mohéli dans la région de Djando; zone de la forêt sèche, le lac Boundouni constitue une zone de protection intégrale du Parc National de Mohéli et regorge de richesse agricole et environnementale. C'est un lac d'un ancien cratère d'une superficie d'environ 30 ha qui s'entoure aussi d'une petite forêt riche en biodiversité et est l'un des rares lacs d'eau douce des Comores, classé site Ramsar en 1995, selon le site www.ramsar.org.

Mme Rahamata Siradji, âgée de 70 ans, est à la tête d'une exploitation agricole aux alentours du lac Boundouni. Mère de 5 enfants dont 3 filles et grandmère aujourd'hui. Grâce à sa passion et sa force de caractère, Mme Rahamata a entraîné depuis les membres de sa famille dans l'agriculture après la mort de leur père. Ses sœurs et frères ont tous des parcelles agricoles au tour du lac Boundouni hérité de leur père.

Malgré son âge avancé, Mme Rahamata ne lâche rien quand il s'agit d'exploiter la terre. Elle parcourt une distance de 5 Kilomètres envions à pied pour aller dans sa ferme. Parfois elle est accompagnée par ses filles ou ses petits-enfants et quelquefois toute seule.

Au passage du cyclone Kenneth, ses productions ont été toutes détruites et s'est retrouvée complètement ruinée. Mais la situation n'a pas duré car elle a été accompagnée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour se relever.

« Je suis bénéficiaire du projet RRC et post Kenneth du PNUD. Ce dernier m'a accompagné dans la clôture de ma parcelle grâce à la mise en place d'une haie vive à la base de grissidia qui a arrêté l'entée des animaux en divagation dans la parcelle et m'a fourni 45 plants de bananiers de variété résistante, 250 d'ananas, 65 d'agrumes, 550 et des boutures de grissidia ce qui me permettent aujourd'hui de vivre dignement et subvenir aux besoins de mes proches » a-t-elle expliqué.

« Grâce aux différents soutiens du PNUD, j'ai pu sécuriser ma parcelle et augmenter ma production.



Aujourd'hui un tiers de ma production permet de nourrir ma famille et le reste je le vends sur le marché local » a-telle ajouté.

Mme Rahamata, comme ses voisins qui exploitent la terre autour du lac de Boundouni sont confrontés aux mêmes difficultés qui freinent la rentabilité de leurs travaux. L'accès au site pose un problème par sa situation géographique désenclavée ce qui fait que les récoltes sont parfois difficiles à acheminer vers la route nationale et au village et donc alors un manque à gagner par ces agriculteurs.

« Nous demandons aux bonnes volontés de nous aider à faire cette route qui mène vers le lac Boundouni ce qui nous permettra d'alimenter nos productions dans les marchés » a-t-elle plaidé.

Lors de notre passage au lac Boundouni, des oranges sont jonchés par terre par faute de main d'œuvre pour les transporter au village ou au marché local auquel s'ajoute l'apparition des rats qui écorcent les orangers et citronniers après le passage du cyclone Kenneth.

Et en fin Mme Rahamata a aussi lancé un cri d'alarme pour solliciter l'appui à la lutte contre les rats qui détruisent aujourd'hui leurs biens agricoles.

Histoire Éducation

Aux Comores, Dubaï cares à travers l'UNICEF soutient l'enseignement préscolaire

Par Rahema Ahmed Abdallah - UNICEF



kazi est une bourgade d'à peu près 8500 habitants située en périphérie de la capitale des Comores, Moroni sur l'Île de Ngazidja.

Dès la mise en place progressive du système préscolaire dans le pays, lancé en 2008 par le gouvernement comorien avec l'appui de Dubaï Care et de l'UNICEF, l'école primaire de Mkazi a été parmi les premières à se voir ouvrir une unité de préscolaire pour accueillir les enfants de 3 à 6 ans.

Malheureusement, malgré les efforts de sensibilisation menés auprès des parents, le taux d'absentéisme des élèves, restait élevé.

A partir de l'année 2010, le Ministère de l'éducation nationale grâce à l'appui financier de Dubaï Cares, en partenariat avec l'UNICEF a mis d'avantage l'accent sur

la disponibilité de jeux ludiques et d'installation d'aires de jeux dans les écoles, particulièrement pour le niveau préscolaire.

Des lors, on a vu une nette amélioration du taux de fréquentation dans le préscolaire. En effet, en plus d'apprendre les bases pour se préparer à l'école primaire, c'est-à-dire apprendre à lire, écrire, compter et les activités d'éveil, les élèves peuvent à présent jouer avec des kits ludiques et jouir des matériels de jeux installés dans l'enceinte de l'école, installé récemment en 2021.

« Ce que j'ai retenu tout au long de ces années est qu'il y a de nombreux enfants qui n'aiment pas venir à l'école surtout à bas âge. Mais lorsque ces outils ont été installés, nous avons constatés un taux de fréquentation qui s'élève 95% comparé à celui d'avant installation qui *était* à 65% » nous confie Mme Roukia, enseignante au préscolaire de Mkazi depuis plus de 10 ans.

Un véritable soulagement pour les parents

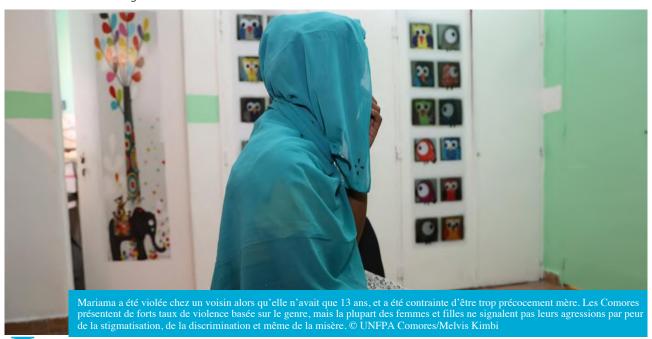
Au-delà de l'installation des aires de jeux, Dubaï Cares à travers l'UNICEF a également permis l'acquisition et la distribution de fournitures scolaires et de sacs au profit des élèves du préscolaire dans le pays. Ce qui a énormément contribué à soulager les parents, notamment pour la période de rentrée scolaire en Octobre 2021.

« Les parents n'ont pas de problèmes à envoyer leurs enfants à l'école, car aussi bien les fournitures scolaires que les sacs sont désormais octroyés aux enfants. Et maintenant, on a également la salle de jeux. Tout cela contribue à développer l'esprit de l'enfant », nous a déclaré Mme Roukia.



UNFPA - Violée à 13 ans, Mariama*, devenue précocement mère se bat pour finir sa scolarité

UNFPA - Retrouvez l'intégralité de l'article ici



e l'ai suivi à l'intérieur de la maison. Je ne savais pas qu'il allait me violer.» À seulement 13 ans, Mariama* a été agressée sexuellement par un voisin lorsqu'elle rentrait de l'école.

Neuf mois plus tard, alors qu'elle était toujours une enfant elle-même, elle est devenue mère. « Je n'ai que 16 ans, et j'ai une fille qui a presque un an et demi. »

Près de 17 % des femmes des Comores ont subi au moins

une fois des violences physiques ou sexuelles et plus de 30 % des filles sont mariées alors qu'elles sont encore enfants. La plupart des cas de violences ont été rapportés par des jeunes filles, explique Said Ahamed Said du ministère de la Santé: « l'an dernier, nous avons reçu 173 signalements de violence sexuelle, dont 162 provenaient de jeunes filles de moins de 17 ans ».

Malgré son traumatisme et sa terreur, Mariama était déterminée à chercher de l'aide

et à demander justice. Elle s'est tournée vers le Service d'écoute et de protection pour les femmes et les enfants victimes de violence, situé à Moroni, la capitale, et financé par l'UNFPA.

« Ma tante avait entendu parler du centre par une amie et m'y a amenée », explique-t-elle. Le centre lui a fourni une aide médicale et juridique, et a effectué le suivi de son dossier au tribunal après l'arrestation de son agresseur.

Les services de protection : une aide aux survivantes pour se reconstruire

M. Said souligne que les cas de violence officiellement signalés peuvent n'être que la partie émergée de l'iceberg, notamment en raison des normes sociales et de la vulnérabilité financière des femmes.

«Il est tabou qu'une femme signale des violences. Tant qu'elle partage son foyer avec l'homme, il est rare qu'elle se manifeste. Les femmes disposent rarement d'une source de revenus, et il n'existe pas de services sociaux qui prendraient en charge ces cas, ni d'endroits qui pourraient servir de refuge », explique-t-il.

De plus, les femmes évitent souvent de divorcer, car cela les met en difficulté d'un point de vue financier, ajoute M. Said. « Lorsqu'un homme divorce d'une femme, il ne prend plus du tout en charge les enfants. »



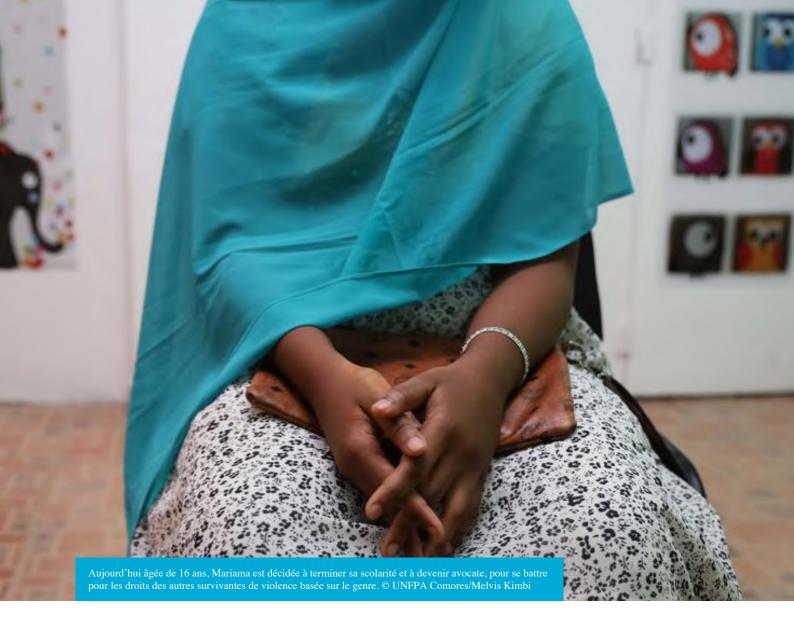
Il y a cependant des raisons d'être optimiste, se réjouit-il. « Au bout de 17 ans d'existence de ce centre, c'est très encourageant de voir que les gens sont de plus en plus conscients des choses, et que les violences sont dénoncées – ce n'est plus comme avant. »

L'UNFPA soutient le Service d'écoute en proposant des services de soins obstétriques et de contraception, des soins post-viol et des dépistages d'infections sexuellement transmissibles, ainsi qu'une orientation vers les hôpitaux. Depuis 2021, un e psychologue a rejoint l'équipe pour aider les femmes et les filles quittées par leur conjoint, qui sont désormais seules à s'occuper de leur famille.

Justice et soutien pour les femmes et les filles

L'UNFPA travaille au suivi et à l'élimination de toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles aux Comores, grâce à des programmes de renforcement des capacités de ses partenaires, à l'établissement d'une ligne gratuite d'assistance téléphonique que peuvent appeler les survivantes, ainsi qu'au financement d'une aide médicale et juridique.

Le sentiment d'urgence à faire rendre des comptes dans les cas de violence sexuelle a été souligné lors d'un récent événement tenu en parallèle de la 77e assemblée générale



<u>de l'ONU</u>, qui a mis l'accent sur la nécessité de se concentrer en priorité sur les besoins et les droits des survivantes.

La directrice exécutive de l'UNFPA, le Dr Natalia Kanem, a ainsi exposé: «L'approche centrée sur les survivantes que nous défendons consiste à les écouter, à les traiter avec dignité, et à militer pour une action centrée sur leurs besoins et leurs aspirations ».

«Très peu d'entre elles ont accès à la justice, et la plupart des agresseurs n'assument jamais la responsabilité de leurs crimes. Une telle impunité réduit les survivantes au silence et ne fait qu'encourager les agresseurs.»

Pour Mariama, la justice n'a pas duré : son violeur a été relâché après avoir purgé seulement un an de prison. « Je le vois toujours dans notre quartier, mais je reste loin de lui ou bien je change de parcours. S'il essaie de me

parler, je ne réponds pas », raconte-t-elle.

Mariama souhaite défendre ses droits et ceux des autres, surtout ceux de sa fille. « Je veux qu'elle soit en mesure de mieux se défendre, et de défendre les autres jeunes filles qui subissent des violences, quelles qu'elles soient. »

Le Dr Kanem a d'ailleurs énoncé cet objectif pour les femmes et les filles du monde entier: « la violence sexuelle n'est pas inévitable », a-t-elle déclaré. « Nous ne pouvons en aucune manière la laisser se banaliser. Il s'agit d'une urgence mondiale qui demande notre plein engagement, notre pleine collaboration et notre pleine mobilisation: les femmes et les filles ne peuvent plus attendre. »

*Le prénom a été changé pour garantir l'anonymat et la protection

Histoire Santé

Une grande progression vers l'élimination de la lèpre aux Comores

Par Ben Charafaine Abdillahi - OMS



utsamudu, le 16 août 2022 - à 6 kilomètres du sud de la capitale de l'île d'Anjouan, aux environs de 8H30, notre délégation conduite par la direction de lutte contre la maladie et le coordonnateur national de lutte contre la lèpre arrive dans le village Mjamandra. Il s'agit d'une mission conjointe d'évaluation des activités de lutte contre la lèpre menée dans l'île regroupant le ministère et les partenaires de lutte contre la lèpre. L'OMS est représentée dans cette mission par le Docteur Barogui Mahoutondji Yves, Point-focal Lèpre au niveau du Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, du Docteur Ghislain E. Sopoh qui est un consultant international de l'OMS et du Docteur Nassuri Ahamada qui est en charge de la lutte contre les maladies tropicales négligées auprès du bureau pays de l'OMS. Il y a aussi les représentants de l'ONG Action Damien, l'Alliance

mondiale de lutte contre la lèpre et les responsables de la prise en charge et du suivi des malades de la lèpre.

Mdjimandra est l'une des localités ayant enregistré le taux le plus important de détection depuis plusieurs années, surtout en 2017. Sur les petites ruelles du quartier, on sent l'odeur des clous de girofles, une des richesses de l'ile. « C'est la saison pour la récolte du girofle, ici c'est compliqué de trouver les habitants dans leurs domiciles surtout le matin », nous prévient l'agent de santé communautaire. Mais heureusement, il avait déjà informé les familles concernées de la visite de la mission du ministère et des partenaires. Nous arrivons devant une première maison, où nous sommes bien accueillis par un homme âgé, tout ravi de nous recevoir. Sa femme et deux jeunes filles ainsi qu'un jeune garçon sont également présents. Ils nous attendaient. Dr Zahara Salim est très

populaire aux Comores, elle est la dermatologue qui s'occupe des malades de la lèpre à Anjouan et souvent sollicitée sur l'autre île, Mohéli. Elle reconnaît le jeune garçon. «Il s'appelle K.S, il a 15 ans aujourd'hui, je l'ai consulté pour la première fois en 2017, et depuis, il prend son traitement et nous le suivons régulièrement ». Les collègues de la mission se sont entretenus avec le jeune K.S et ils ont constaté que les tâches ont quasiment disparu. «En effet, le traitement a bien fonctionné et il va mieux », constate Dr Barogui de l'OMS. Son père nous explique que son enfant a toujours reçu l'attention des

médecins du CHRI de Hombo depuis qu'il a été déclaré positif à la lèpre, « il a respecté le traitement qui lui a été recommandé », a-t-il rassuré.

Nous nous sommes ensuite dirigés vers un autre quartier du même village pour rencontrer une femme qui est elle aussi suivie par l'équipe de Dr Zahara Salim. Même constat, les tâches ont disparu chez cette jeune mère qui reçoit son traitement depuis 2017. « C'est mon père qui était le premier à avoir la maladie, j'ai été dépistée tôt et j'ai été bien prise en charge », affirme-t-elle. Malgré les améliorations, elle continue à surveiller sa santé d'après ses propos.

A 15 mètres de là, nous rencontrons I.C, 21 ans. Il est bijoutier. « Je travaillais à Moroni, je gagnais bien ma vie et je pouvais aider ma mère et ma famille », nous abordet-il. « Jusqu'en 2017, j'ai constaté des tâches bizarres sur mon dos, j'ai décidé de rentrer à Anjouan pour consulter un médecin ». I.C connaissait l'existence d'une dermatologue au CHRI de Hombo. « Je savais que la meilleure personne qui aurait des réponses et peut-être un remède pour moi se trouvait sur mon île », nous raconte le jeune bijoutier qui précise qu'il ne connaissait pas encore l'existence de la lèpre. Après la confirmation de son diagnostic, I.C est pris en charge par le service de lutte contre la lèpre. Il respecte le traitement qui lui est recommandé par les spécialistes. « Nous avons constaté une grande amélioration de son état de santé, les tâches se sont peu à peu retirées », nous dit sa mère en nous montrant le dos de son fils. Ce dernier se demande encore comment a-t-il eu la maladie. L'occasion pour les professionnels de l'OMS de lui donner les conseils pour rester en bonne santé et ne plus contracter la lèpre.

L'OMS travaille de manière concertée avec les responsables du ministère de la santé pour identifier les voies et les moyens qui nous amèneront à l'amélioration des conditions de vie de la population. Les évaluations font partie des outils qui permettent d'apprécier le chemin parcouru, identifier les obstacles et formuler des



recommandations pratiques pour apporter des solutions aux défis.

«La stratégie permettant de mettre un terme à cette maladie, c'est tout d'abord la recherche des cas afin de les traiter. Ainsi, nous voulons voir un peu la manière d'intégrer un programme d'hygiène et d'assainissement tout en tenant compte des problèmes de la malnutrition, lesquels contribuent également à la propagation », indique le Dr Nassuri Ahamada. Le directeur général de la maladie, Dr Naouirou M'hadji, a fait savoir, pour sa part, que cette mission est l'occasion pour le ministère de la Santé de « connaître les avis des experts sur la performance du programme lèpre et la cohérence de la mise en œuvre du projet financé par les Fonds Sasakawa Health Fondation à travers l'OMS et le projet People».

L'analyse des données épidémiologiques disponibles permet d'être optimiste, selon le Dr Nassuri Ahamada, même si l'objectif général de l'OMS de moins de 1 cas pour 10 000 habitants n'est pas encore atteint. En effet, de 2017 à 2020, la prévalence de la lèpre est passée de 4,58 à 2,13 pour 10 000 habitants, soit une réduction de presque 50% en 4 ans.

Pour rappel, l'Union des Comores a bénéficié des fonds SHF pour intensifier les interventions à travers l'organisation de la maxi campagne d'élimination de la lèpre en 2019 suivie des activités de mini-campagnes ciblées en 2020, 2021 et 2022 au niveau des îles de Ndzuani et Mwali. A noter que les objectifs de cette mission conjointe sont d'évaluer l'état de mise en œuvre des activités planifiées, d'apprécier les résultats obtenus, d'identifier les leçons apprises pendant la mise en œuvre des projets, et de formuler des recommandations aux pays, partenaires et à l'OMS.

Karibu

Ils ont rejoint la famille des Nations Unies aux Comores



Monsieur Nassila THANI, de nationalité comorienne, est diplômé en Master Intelligence Artificielle et Applications, à l'ESIEE-IT de Pontoise, France. Il a travaillé en tant que Data Scientist notamment à la SFIL, la Banque publique française de développement. C'est au mois d'août 2022 que Nassila est recruté au sein du bureau pays de l'OMS en tant que Data Manager pour appuyer le bureau mais également le pays dans la gestion des données dans le cadre de la réponse à la Covid-19. Monsieur THANI aime le football et la musique. Possédé par l'esprit d'innovation, il compte bien apporter sa touche personnelle dans la gestion des données en matière de Santé.

Madame Nouwayrati ALI MOHAMED, de nationalité comorienne, est diplômée en Master en Santé publique à l'Université Africaine Des Sciences et Technologies (EMIA) de Dakar, Sénégal. Elle s'est spécialisée en épidémiologie et Santé communautaire. D'abord stagiaire à l'ASCOBEF, ensuite secrétaire médicale dans un cabinet privé de Moroni, elle a eu à travailler au ministère de la santé au sein de la Direction de la promotion de la santé. Depuis juillet 2022, elle est stagiaire au bureau pays de l'OMS où elle est chargée du suivi et de la supervision des Organisations de la société-civile qui ont bénéficié des subventions de l'OMS pour la mise en œuvre de leurs projets de promotion de la Santé à Ngazidja, Mwali et Ndzuani. Nouwayrati adore la lecture et le sport. Elle compte sur le soutien de la famille onusienne pour renforcer son expérience au service des populations notamment pour la réussite de la Couverture sanitaire universelle.





Nadjoi ALHAMID est de nationalité comorienne. Formée à l'Université Africaine des Sciences et Technologies de Dakar où elle est fraîchement diplômée en Santé publique et nutrition. Au Sénégal elle a effectué un stage à l'hôpital national d'enfants Albert Royer en tant que nutritionniste dans un service de récupération nutritionnelle. Depuis juillet 2022 elle est stagiaire au sein du bureau pays de l'OMS aux Comores et elle renforce ses capacités en matière de politique et stratégie nutritionnelles. Elle assiste aussi les programmes liés à la santé de la mère et de l'enfant ainsi que les activités relatives à la question de la sécurité routière. Nadjoi est passionnée de cinéma, surtout les « séries médicales ». Au sein des Nations unies elle espère une apporter sa contribution pour renforcer l'atteinte des ODD.



Monsieur ALI MOHAMED Ahmed a un Master de parasitologie médicale obtenu à l'Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso. Il a travaillé pendant quelques années au ministère de la Santé. Au cours de ses services, il a participé à la planification et suivi de la mise en œuvre des activités du Programme national de lutte contre les maladies tropicales négligées aux Comores, la planification et costing des plans d'action nationaux pour la sécurité sanitaire dans le cadre du Règlement sanitaire International (RSI) à l'échelle de la région africaine de l'OMS et à la planification des plans nationaux de préparation à une pandémie de grippe dans le cadre du RSI à l'échelle de la région africaine de l'OMS. Tout récemment, Ali Mohamed a participé à la planification et suivi de la mise en œuvre des activités du Plan national de préparation et de riposte contre la Covid-19 dans sa composante appuyée par la Banque

mondiale à travers le projet de renforcement du système de santé (COMPASS) aux Comores. Actuellement, il assure le suivi de la mise en œuvre des activités du Bureau de l'OMS Comores dans l'optique d'améliorer l'appui de l'OMS au pays. Ali est passionné par la lecture, le cinéma et le sport. Il espère apprendre des Nations unies la notion de rigueur, efficience et résultat dans tout ce qu'on entreprend. Il compte apporter son potentiel pour l'amélioration de l'appui de l'OMS au pays et parvenir aux résultats escomptés.



Madame ANRAFAT Ahamada Hamadi est diplômée en commerce international et transport logistique à l'Institut polytechnique de Dakar, Sénégal. Ancienne responsable de la logistique auprès de la Croix-Rouge Française (CRF) et à la Croissant-Rouge Comorienne (CRCo), elle est devenue l'Assistante logistique du bureau pays de l'OMS depuis juillet 2022. Très dynamique, elle espère apprendre la rigueur dans la recherche de résultats au sein des Nations-Unies. Elle souhaite apporter sa contribution dans l'atteinte des ODD.

#save the dates

OCTOBRE/NOVEMBRE/DÉCEMBRE 2022

01 Oct	Journée internationale pour les personnes âgées	19 Nov	Journée mondiale des toilettes (A/RES/67/291)
02 Oct	Journée internationale de la non-violence (A/RES/61/271)	20 Nov	Journée de l'industrialisation de l'Afrique (A/RES/ 44/237) Journée mondiale de l'enfance (A/RES/836(IX))
04 Oct	Journée mondiale de l'habitat (A/RES/40/202 A) Semaine mondiale de l'espace (A/RES/54/68)	21 Nov	Journée mondiale du souvenir des victimes de la circulation routière (A/RES/60/5)
05 Oct	Journée mondiale des enseignants (UNESCO 27 C/ <u>INF.7</u>))	25 Nov	Journée mondiale de la télévision (A/RES/51/205) Journée internationale pour l'élimination de la
07 Oct	Journée mondiale du coton (A/RES/75/318)		violence à l'égard des femmes (A/RES/54/134)
08 Oct	Journée mondiale des oiseaux migrateurs	29 Nov	Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (A/RES/32/40B)
09 Oct	Journée mondiale de la poste (UPU/1969/Res.C.11)	30 Nov	Journée du souvenir dédiée à toutes les victimes de
10 Oct	Journée mondiale de la santé mentale	201101	la guerre chimique (OPCW C-20/DEC.10)
11 Oct	Journée internationale de la fille (A/RES/66/170)	01 Dec	Journée mondiale de lutte contre le sida
13 Oct	Journée internationale pour la réduction des risques de catastrophes (A/RES/64/200)	02 Dec	<u>Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage</u> (<u>A/RES/317(IV</u>))
15 Oct	Journée internationale des femmes rurales (A/RES/62/136)	03 Dec	Journée internationale des personnes handicapées (A/RES/47/3)
16 Oct	Journée mondiale de l'alimentation (A/RES/35/70)	04 Dec	<u>Journée internationale des banques</u> (<u>A/RES/74/245</u>)
17 Oct	Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté (A/RES/47/196)	05 Dec	Journée internationale des volontaires (A/RES/40/212)
20 Oct	Journée mondiale de la statistique		Journée mondiale des sols (A/RES/68/232)
	Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information (A/RES/75/267)	07 Dec	Journée de l'aviation civile internationale (A/RES/51/33)
24 Oct	Journée des Nations Unies (A/RES/168 (II))		Journée internationale contre la corruption (A/RES/
	Journée mondiale d'information sur le développement (A/RES/3038 (XXVII)) Semaine du désarmement (A/RES/S-10/2 (p. 102))	09 Dec	58/4) Journée internationale de commémoration des victimes du crimede génocide, d'affirmation de leur dignité et de prévention de ce crime (A/RES/69/323)
27 Oct	Journée mondiale du patrimoine audiovisuel	10 Dec	Journée des droits de l'homme (A/RES/423 (V))
31 Oct	(UNESCO 33/C/Resolution 5)		Journée internationale de la montagne (A/RES/
	Journée mondiale des villes (A/RES/68/239) Journée internationale de la fin de l'impunité pour	11 Dec	57/245)
02 Nov	les crimes commis contre des journalistes (A/RES/		Journée internationale de la couverture sanitaire universelle (A/RES/72/138)
	<u>68/163</u>)	12 Dec	Journée internationale de la neutralité (A/RES/
05 Nov	Journée mondiale de sensibilisation aux tsunamis (A/ RES/70/203)		71/275)
06 Nov	Journée internationale pour la prévention de	18 Dec	Journée de la langue arabe Journée internationale des migrants (A/RES/55/93)
	l'exploitation de l'environnement en temps de guerre et de conflit armé (A/RES/56/4)	20 Dec	Journée internationale de la solidarité humaine (A/ RES/60/209)
10 Nov	Semaine mondiale de la science au service de la paix et du développement (A/RES/43/61)	27 Dec	Journée internationale de la préparation aux épidémies (A/RES/75/27)
13 Nov	Semaine mondiale pour un bon usage des antibiotiques, 13-19 novembre [OMS]		
14 Nov	Journée mondiale du diabète (A/RES/61/225)		
16 Nov	Journée mondiale de la tolérance (UNESCO 28 C/ Resolution 5.61)		

18 Nov Journée mondiale de la philosophie (UNESCO 33 C/

